



Élisabeth Borne promet un milliard pour les routes

Un milliard d'euros par an, à terme, pour la rénovation d'urgence du réseau routier et des ouvrages d'art. C'est ce qu'a promis, mardi 17 mai, la ministre des Transports, Élisabeth Borne, lors d'un débat au Sénat.

La coïncidence des dates est frappante : au moment même où la ministre était interrogée par les Sénateurs, l'un des axes les plus fréquentés d'Île-de-France, l'autoroute A15, était fermée à la circulation en urgence après que les experts eurent constaté que l'une des piles de l'énorme viaduc de Gennevilliers menaçait d'effondrement ! Au-delà de cet événement spectaculaire, tous les élus - et les usagers de la route - constatent depuis des années la dégradation de l'état général du réseau routier tant national que départemental et communal. Départements et communes ont de moins en moins les moyens d'entretenir correctement leur réseau - et doivent souvent se contenter de mesures palliatives quand il faudrait refaire des tronçons entiers. Quant à l'État, il a diminué de façon continue les moyens dédiés à l'entretien du réseau national non concédé.

Sur internet, les applications mobiles, les sites consacrés au signalement des nids-de-poule font florès ; seule manière qu'ont trouvée les usagers de la route de se protéger de risques d'accident. En décembre dernier, par exemple, sur l'application collaborative Waze, ce sont en moyenne 3.000 signalements par jour qui ont été faits ! Et l'hiver rigoureux qu'a connu le pays, avec neige, gel et crues, a aggravé la situation au point que certaines mairies - dont celle de Paris - ont dû lancer au printemps un « plan d'urgence » pour, au moins, reboucher les trous les plus dangereux.

Devant les Sénateurs, la ministre des Transports n'a pas cherché à camoufler le sérieux de la situation. Elle a même cité un rapport d'audit qui lui a été remis « en avril », dont les conclusions sont particulièrement alarmantes : « ce rapport souligne l'état critique des chaussées, avec 40% des surfaces à renouveler, et des ouvrages d'art, avec 30% de ponts à réparer. » La ministre a souligné que le budget 2018 avait déjà prévu une augmentation importante des crédits alloués à l'entretien et l'exploitation du réseau routier, passés à « 800 millions d'euros », contre « 670 million d'euros dépensés en moyenne au cours des dix dernières années ». Mais pour Élisabeth Borne, une « action plus forte est indispensable », et il faudra « relever le budget annuel consacré à l'entretien et l'exploitation du réseau à 1 milliard d'euros ». Il y aura donc bien, a-t-elle assuré, un « plan de sauvegarde des chaussées, des ouvrages d'art et des équipements du réseau routier national non concédé » qui sera intégré à la loi de programmation des infrastructures. Des « objectifs quantitatifs d'amélioration du réseau » seront fixés sur la base d'échéances « quinquennales » : 2022, 2027, 2032 et 2037.

Reste que ce plan ne concerne, la ministre l'a clairement dit, que le réseau national non



Élisabeth Borne promet un milliard pour les routes

concedé, qui ne représente qu'une petite partie du réseau total : environ 2.600 km d'autoroutes et 9.600 km de routes nationales. À comparer aux presque 380.000 KM de routes départementales et 673.000 km de routes communales... qui, elles, ne bénéficieront pas de ces crédits et, après des années de baisse des dotations et aux nouvelles obligations de limitation des budgets de fonctionnement, font face à un véritable casse-tête et pour investir, et pour entretenir leur réseau.